

Les diplômés de l'exil

Réfugiés
politiques,
ils sont
ingénieurs,
juristes,
chercheurs
et vivent
pourtant
de petits
boulots.
Un stage
expérimental
tente de
les aider à
retrouver
un emploi
qualifié.

① emploi
immigré.

Ils ont pris l'habitude, depuis quelques jours, de s'asseoir les uns à côté des autres dans la salle de cours d'un organisme de formation, Form. A, situé dans le X^e arrondissement de Paris. Ils sont une quinzaine, tous réfugiés politiques, tous titulaires de l'équivalent d'un bac+5. L'étonnante petite troupe qu'ils forment est un concentré des conflits régionaux de ces dernières années. Ils sont bosniaques, burundais, ukrainiens, kurdes de Turquie ou d'Irak, congolais. Avant leur exil forcé, madame Hong était chanteuse d'opéra, Anwar enseignait, Ismail dirigeait une galerie d'art, Issa était dessinateur de presse. Certains avaient des activités politiques, d'autres pas. Tous ont fui leur pays pour des raisons de sécurité. Arrivés en France, ils ont accumulé les petits boulots, souvent au noir. Ils ont fait des ménages ou vendu des journaux de rue pour financer un logement. Une fois reconnus «réfugiés politiques» (voir encadré), ils ont cherché un vrai boulot. En vain. Le stage qu'ils viennent suivre aujourd'hui est expérimental et doit les aider à retrouver ●●●

1.

1/3

●●● un emploi qualifié. «C'est le constat d'un gâchis énorme qui nous a poussés à mettre ce stage sur pied, explique un formateur. Tous ici ont des compétences qui peuvent intéresser les entreprises françaises, et du coup leur permettre de prendre leur vie en main.» Mais leurs chances d'exercer le métier qu'ils ont dû abandonner sont minces. Tout comme celles de trouver un emploi salarié. «Les employeurs sont méfiants, connaissent peu ou mal la situation d'un réfugié», note Florence Gay-Bellile, responsable de l'organisme de formation. Aucun d'entre eux n'est parvenu pour l'instant à décrocher un entretien d'embauche. Pendant toute la durée du sta-

ge, ils vont élaborer un projet professionnel. Ensuite, certains parviendront peut-être à créer leur propre activité. On est persuadé ici que le secteur associatif est un débouché sérieux.

«La dignité mise à mal». Exclue du travail, l'immense majorité des 150000 réfugiés installés en France est abonnée au RMI, et le constat est le même pour les 25% d'entre eux qui entrent dans la catégorie «diplômé à très diplômé». «Une situation qu'ils vivent souvent comme une atteinte à leur dignité», souligne Florence Gay-Bellile. «Les réfugiés politiques bénéficient des mêmes droits que les travailleurs nationaux», rappelle Pierre Henry, directeur de l'association France terre d'asile. Ils sont inscrits à l'ANPE, mais quand un réfugié pousse la porte d'une agence, il est aussi dépourvu que l'agent assis en face de lui.

L'exil pose des problèmes spécifiques, comme celui des comportements: les codes sociaux demandent un apprentissage.»

Dans quelques jours, France terre d'asile va ouvrir un accueil spécifique pour les femmes réfugiées, dont la précarité est encore plus grande que celle des hommes.

Pataugeant dans une société dont ils connaissent mal les rouages, les réfugiés ignorent

*«L'exil pose des problèmes spécifiques, comme celui des comportements: les codes sociaux demandent un apprentissage.»
Pierre Henry, de France terre d'asile*

longtemps à quelle porte frapper pour obtenir une aide, un soutien. Quand ils parviennent à surmonter l'obstacle de la langue, ils butent sur celui de l'équivalence des diplômes. Des centaines de réfugiés sont passés par le Comité d'aide ex-

ceptionnelle aux intellectuels réfugiés (Caeir). Cette association les oriente vers une formation complémentaire et participe aux frais d'inscription.

Prouver, toujours prouver. Les médecins étrangers ne sont pas les seuls à devoir prouver et prouver encore qu'ils sont capables. Architectes, juristes courent les formations, empilent les diplômes. Ensuite, il leur faut arriver à rencontrer un employeur, et forcément dans le privé. Car la fonction publique n'est pas ouverte aux étrangers. Les plus chanceux, si l'on peut dire, décrochent un contrat emploi aidé. Même les formations techniques, a priori plus faciles à exporter, n'offrent aucune garantie d'emploi, sauf à être informaticien, bien sûr. Ibrahim est ingénieur en mécanique, kurde irakien, parle anglais, arabe et français. De-

puis deux ans, toutes ses tentatives pour trouver un emploi ont échoué. Il a suivi une formation à l'université de Jussieu pour obtenir un «diplôme français». A 40 ans, il a derrière lui seize ans d'expérience professionnelle dans une usine de gaz naturel. Dans les laboratoires de Jussieu, il a travaillé sur un projet de moteurs d'avion. «J'ai choisi de me former pour ne pas trop m'éloigner de mon métier, pour rester dans le coup. J'ai postulé dans de grosses entreprises, sans succès. S'il n'y avait pas les raisons politiques qui m'ont mené ici, je rentrerais dans mon pays. J'ai même demandé à travailler gratuitement, comme stagiaire, mais j'ai le sentiment qu'ici personne ne veut de moi.» Dans les pays scandinaves, comme aux Pays-Bas, un maillage s'opère pour faciliter l'insertion des réfugiés (lire ci-contre). En France, à l'initiative d'associations, des projets de cabinets de placement chargés d'identifier des employeurs potentiels sont actuellement à l'étude. Histoire d'établir des passerelles entre ces «hautement qualifiés» et les grandes entreprises qui, toutes, se targuent aujourd'hui d'internationaliser leur recrutement ●

MARIE-JOELLE GROS

Le rêve du salariat

D'après France terre d'asile, association chargée de gérer le dispositif national des demandeurs d'asile et des réfugiés, 115000 réfugiés vivent en France. Deux tiers sont des ouvriers, 75% ont un niveau inférieur au bac. 75% touchent le RMI, et 10 à 15% bénéficient d'un contrat aidé (du type contrat emploi-solidarité). L'association note que l'emploi salarié est une exception et davantage encore quand il prend la forme d'un contrat à durée indéterminée. Un demandeur d'asile n'attend officiellement que quelques mois pour obtenir un statut de réfugié politique. En pratique, il peut attendre deux à trois ans. Un temps pendant lequel il n'est pas autorisé à travailler. En 1998, l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) a accordé 4342 statuts de réfugié, contre 13486 en 1990.

Aux Pays-Bas, une fondation requalifie les réfugiés diplômés

Un emploi au bout de la route

Liliana Soldat et son mari sont arrivés aux Pays-Bas en 1993 avec leurs deux enfants. Ils laissaient derrière eux à Sarajevo une carrière de juriste et un poste de chef d'entreprise. Aujourd'hui, Liliana travaille de nouveau comme juriste dans une municipalité. Son mari est aux PTT, chargé d'un projet de contrôle des normes européennes ISO. Bref, leur intégration a été sans faille. Pourtant, au départ, ça n'était pas gagné. «Lorsqu'on arrive, on ne sait rien de la situation d'un pays. Je me disais que le droit néerlandais devait être très différent. Je n'aurais pas osé répondre à des annonces», raconte Liliana. Une chance, on la met en contact avec l'UAF (University Assistant Fonds) à Utrecht, une fondation qui s'efforce d'*«aider les réfugiés politiques à reprendre leurs études pour se mettre à niveau, puis à trouver un emploi»*. L'UAF travaille avec des municipalités qui assurent, elles, un minimum (l'équivalent du RMI) aux réfugiés pendant le temps de leur formation et de leur recherche d'emploi.

La plupart des réfugiés politiques des Pays-Bas arrivent diplômés, voire surdiplômés. Pourtant, *«le chômage parmi ceux qui n'ont que des diplômes étrangers est très élevé. Par contre, 80 % des réfugiés qui acquièrent un diplôme néerlandais trouvent un travail à leur niveau un an après la fin de leurs études»*, raconte Henk-Jan Bierling de l'UAF. Voilà pourquoi la fondation encourage les nouveaux venus à reprendre ou à compléter leurs études dans une université ou une école supérieure. Parfois, elle propose une «année de jonction» pendant laquelle le nouvel arrivant suit des cours de néerlandais, d'anglais, d'informatique et d'orientation professionnelle. Quant il est «prêt», l'UAF lui établit un programme personnalisé d'études. Cette structure d'orientation vit de dons de particuliers, d'universités et d'écoles, qui lui permettent d'avancer les droits de scolarité

(environ 10000 francs). A charge pour l'étudiant-réfugié de rembourser ensuite 40 % de ces frais. Pour sa part, Liliana n'a pas eu le temps de finir son parcours universitaire. En cours de route, elle a trouvé un poste de juriste fiscal et traite les plaintes et objections des particuliers. La municipalité qui l'emploie demandait *«de préférence une femme étrangère»*. Car, depuis plusieurs années aux Pays-Bas, entreprises et collectivités locales sont vivement incitées à intégrer un quota de «minorités» parmi leurs employés. Avec le recul, Liliana estime que *«les choses auraient tourné autrement si je n'avais pas suivi les cours à l'université. Je n'étais*

«Les choses auraient tournées autrement si je n'avais pas suivi les cours à l'université.»

Les employeurs se méfient de quelqu'un qui n'a qu'une expérience étrangère.»

Liliana, venue de Sarajevo en 1993, juriste aux Pays-Bas

pas assez sûre de moi. Et les employeurs se méfient de quelqu'un qui n'a qu'une expérience étrangère». Son mari, grâce à l'UAF, a intégré un cours d'économie spécifiquement destiné à des ex-Yougolaves, puis décroché un contrat d'un an aux PTT, qui vient de s'achever. Désormais rodé, il a déjà un entretien d'embauche prévu.

Les réfugiés n'ont pas tous cette chance. La fondation UAF manque de moyens pour reformater à grande échelle. Elle est aussi tributaire du bon vouloir des municipalités qui acceptent ou non de payer une allocation de subsistance pendant la durée des études. *«Les municipalités ont, dans notre pays, une grande influence sur l'intégration. Elles peuvent encourager les réfugiés à étudier, mais elles peuvent aussi les forcer à accepter n'importe quel type de travail sous peine de couper les vivres. Ici aussi des juristes sont voués à l'usine, et beaucoup de talents sont perdus.»*

De 800 il y a dix ans, l'UAF soutient actuellement presque 2100 étudiants et tente de sensibiliser un nombre croissant de villes à sa démarche. *«Elles sont de plus en plus conscientes de l'intérêt de faire étudier ces gens, elles se rendent compte qu'un tel investissement est plus rentable sur le long terme»*, constate, heureux, Henk-Jan Bierling ●

SOPHIE PERRIER